**Zeitschrift:** Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
**Herausgeber:** Union syndicale suisse
**Band:** 59 (1967)
**Heft:** 9

**Artikel:** La tragédie du Proche-Orient
**Autor:** Möri, Jean
**DOI:** https://doi.org/10.5169/seals-385456

**Nutzungsbedingungen**
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 21.07.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

# REVUE SYNDICALE SUISSE

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

Supplément trimestriel: «TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE»

59e année | Septembre | No 9

## La tragédie du Proche-Orient

Par *Jean Möri*

Jamais la propagande en faveur de la paix, de la mise hors la loi des armes atomiques, du désarmement général et du règlement des conflits entre nations par la conciliation ou l'arbitrage n'a soulevé un tel écho dans le monde.

Mais ni les discours que les nouveaux conquérants dispensent pour l'édification des autres, ni les résolutions votées par les grands aréopages internationaux, ni les avertissements solennels des savants aux chefs d'Etat à peine troublés par la bombe atomique qui risque de donner raison à notre détriment aux prédictions terrifiantes de l'Apocalypse, n'empêchent les affrontements entre nations, les révolutions, les guerres civiles et le désordre de se répandre en Asie, en Afrique, en Amérique du Sud et tout récemment au Proche-Orient.

Ceux qui rejettent sur le petit Etat d'Israël la responsabilité de cette guerre oublient trop facilement les trop nombreuses exhortations à la guerre sainte, à l'extermination de cette nation valeureuse revenue en terre promise avec l'accord des grandes puissances, de l'organisation des Nations Unies et même de l'URSS. Ces menaces ont d'ailleurs été suivies de déploiement de forces militaires menaçantes au Néguev, aux frontières syriennes et de la Jordanie.

### *Au-delà des doctrines, à la recherche de la vérité*

Rapide, totale et surprenante, la victoire d'Israël du début de juin dernier a été saluée avec plus d'enthousiasme démonstratif dans le monde libre que par les vainqueurs eux-mêmes. Probablement parce que les sympathies populaires vont de préférence au faible plutôt qu'au géant furieux. Mais vraisemblablement davantage parce que l'enjeu de cette guerre était non seulement la survie du vaillant Etat d'Israël, mais aussi de la démocratie, des libertés du peuple, du syndicalisme indépendant dans cette partie du monde.

A peine si la fausse note gaulliste a troublé ce soulagement général. Pas étonnant que la télévision et la radio de service aient fait chorus

avec la voix du maître, amplifiée par les voix communistes – même en Israël – tout naturellement du même avis que les conducteurs spirituels du Kremlin. Heureusement le peuple fut généralement d'une opinion différente. Ce fut spécialement le cas des organes de la CGT-FO. Belle consolation, la presse du grand pays voisin déplora aussi la position présidentielle trop personnelle.

Phénomène assez compréhensible, cette victoire a jeté la consternation dans le camps des démocraties populaires, de l'URSS spécialement, qui avait misé sur le mauvais tableau. Un affront compensé largement par la satisfaction de s'être finalement imposée au Moyen-Orient, alors que lors du premier conflit, il y a une vingtaine d'années, cette grande puissance avait à peine rang de payeur et non de commandeur.

Mais dans ce camp très conformiste, un satellite faisait cavalier seul. Le secrétaire général du Parti communiste roumain rappelait en effet le 24 juillet au Parlement que son pays avait toujours manifesté sa solidarité avec les peuples arabes. Il eut l'audace d'ajouter qu'il ne comprenait pas et ne partageait pas «la position de ceux qui se prononcent pour la liquidation d'Israël».

Cet événement démontre une fois de plus que le désarroi idéologique se manifeste aussi bien en-deçà qu'au-delà du rideau de tulle. Il est réjouissant de pouvoir constater qu'au-delà des doctrines, des hommes soucieux de paix et de fraternité cherchent avec application la vérité.

### *Réactions syndicales*

Mêmes images d'opinions disparates en ce qui concerne les grandes internationales syndicales. Dans une déclaration du secrétariat de la CISL, reproduite dans le numéro de juin déjà de *Monde du Travail libre*, on pouvait lire ce passage mesuré: «L'issue du conflit armé a été décidée en quelques jours; ce qu'il faut à présent, c'est un règlement politique capable d'assurer une paix durable à la région.» Cette déclaration constatait ensuite que les principales questions qui attendent une solution pacifique par les négociations sont le droit de tous les pays de la région à une existence pacifique et à l'intégrité territoriale, le droit de passage des navires à travers les voies d'eau internationales, le sort des réfugiés palestiniens déplacés lors de la création de l'Etat d'Israël en 1948 et dont le nombre a encore augmenté à la suite des récents combats et peut-être à long terme le problème le plus important, celui du développement économique et social qui pourrait assurer la paix dans la sécurité aux masses misérables des pays sous-développés de cette région.

Pour l'édification de nos lecteurs, nous reproduisons ce passage symptomatique de cette déclaration d'une réjouissante humanité:

«Le tragique problème des réfugiés palestiniens, avec toute la misère humaine et la frustration qu'il comporte depuis tant d'années

et qui a pris maintenant des proportions encore plus grandes à la suite de l'arrivée de nouveaux réfugiés, doit être résolu si l'on veut en arriver à un règlement viable. La CISL est consciente depuis des années de la tragédie humaine que représente cette misérable masse d'êtres humains abandonnés. Nous avons apporté notre contribution à l'agence des Nations Unies (UNRWA) qui a été créée pour leur apporter des secours et, dans la mesure du possible, leur procurer du travail. Devant la nécessité d'un secours beaucoup plus grand résultant des récentes hostilités, nous avons lancé un appel pressant à nos organisations affiliées qui peuvent avoir l'influence souhaitée pour exercer une pression sur leurs gouvernements afin que ceux-ci contribuent à une action de plus grande envergure et plus soutenue.»

Nathalis de Bock, secrétaire central de la FGTB, dans un article objectif et clairvoyant intitulé «La paix, grâce à la compréhension et à la collaboration» évoquait dans *Syndicats* l'intervention d'Aaron Becker, secrétaire général de l'Histradrut, répétant à la session de juin dernier de la Conférence internationale du travail son appel d'il y a deux ans devant cette même assemblée à la coopération des peuples du Moyen-Orient, une question de vie pour cette magnifique région du monde encore et toujours à la recherche de son propre équilibre.

De Bock se demandait si ce langage humain allait enfin être entendu. Notre excellent ami, que personne au-delà du rideau de tulle n'osera accuser de chauvinisme, faisait aussitôt cette constatation désabusée en se référant à l'attitude des pays communistes: «On n'y incite pas les pays arabes. Ils reçoivent de nouveau pour des milliards d'armes en provenance des pays communistes. Que les partis communistes y soient interdits et que les chefs se trouvent en prison ne semble pas être un obstacle à ces fournitures.»

Ce n'est pas le moindre paradoxe de cette tragédie déplorable qui divise les peuples du jeune et vieil Etat d'Israël et ceux des pays arabes.

Comment ne pas être choqués profondément en revanche par les messages envoyés par la Fédération syndicale mondiale aux Confédérations syndicales de la République arabe unie, de Syrie et à la Confédération internationale des syndicats arabes à la suite des événements au Proche-Orient. De la même mouture insipide, ces télégrammes sont reproduits intégralement dans le Bulletin international bimensuel de la FSM N° 13, après un appel révélateur «aux travailleurs et aux syndicats du monde entier à l'occasion du 50e anniversaire de la Révolution socialiste d'octobre». En voici le texte intégral, dans lequel change uniquement la raison sociale du destinataire:

«Profondément indigné par le déclenchement de la guerre dont s'est rendu responsable le Gouvernement d'Israël et dont est victime votre

pays, le secrétariat de la FSM vous demande de bien vouloir transmettre aux syndicalistes, aux travailleurs et au peuple de la RAU l'expression de sa solidarité la plus profonde.

»En déclenchant la guerre, le Gouvernement israélien a pris sur lui des responsablités dont les conséquences peuvent être les plus graves pour l'humanité; de telles mesures entraînent de nombreuses pertes humaines, des dévastations et peuvent aller jusqu'à une conflagration généralisée.

»La FSM ne ménagera pas ses efforts pour que cesse cette guerre et pour que soit négociée par des moyens pacifiques une solution équitable qui tienne compte des intérêts des peuples, de leur souveraineté et leur indépendance.»

Un autre télégramme de la FSM au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies lui demande «de prendre toutes les mesures utiles pour condamner et faire cesser cette guerre menée contre la RAU et d'autres pays arabes.

Enfin, un dernier télégramme de la FSM à la centrale syndicale d'Israël est ainsi conçu:

«Se faisant l'interprète de l'émotion et de l'inquiétude soulevées dans le monde par la responsabilité qu'a prise le Gouvernement d'Israël de déclencher la guerre, la Fédération syndicale mondiale s'adresse aux travailleurs, aux forces progressistes d'Israël afin qu'avec le soutien des travailleurs du monde, ils contraignent le gouvernement à cesser la guerre et à s'engager dans la voie de la négociation, seule capable de trouver une solution qui sauvegardera les intérêts des peuples, leur indépendance et leur souveraineté.»

Une fable de La Fontaine, «Les animaux malades de la peste», recherche de façon analogue des responsables à la terrible épidémie et finit par condamner l'innocent.

Heureusement la courroie de transmission de la FSM eut des ratés. Dans une déclaration de mai 1967 pour la paix du monde, on pouvait lire: «La CGIL est pour l'affirmation et la sauvegarde de l'intégrité et de l'indépendance d'Israël. Elle est pour l'affirmation et la sauvegarde de l'intégrité et de l'indépendance des Etats arabes.» Nous partageons ce point de vue de la Confédération générale du travail italienne publiée avant l'affrontement guerrier.

### *L'Union syndicale suisse et le conflit du Proche-Orient*

Si dans notre pays le soupir du soulagement populaire prit une ampleur encore plus grande qu'ailleurs quand le Conseil de sécurité des Nations Unies imposa le cessez-le-feu après la victoire fulgurante d'Israël, c'est probablement parce que le droit à l'existence des

petites nations, l'indépendance nationale et les libertés du peuple constituent les souverains biens.

Le Parlement s'est confiné dans la neutralité prudente qui est de règle. Le peuple a pris résolument parti que ce soit à Zurich, à Berne, à Lausanne ou à Genève.

En pleine session de la Conférence internationale du travail, qui se déroulait au Palais des Nations, une manifestation de sympathie envers Israël réunit à peu près l'unanimité du peuple genevois, la minorité fort prudente s'étant révélée plus tard, à tête reposée.

La liberté d'opinion, d'expression et de choix des citoyens est un bien inaliénable auxquels ils sont particulièrement attachés.

L'Union syndicale participa à ce mouvement général et spontané. Le communiqué du 12 juin accueillit avec soulagement le cessez-le-feu du Conseil de sécurité, exprima «de manière particulièrement chaleureuse la sympathie et la solidarité des travailleurs suisses pour le vaillant petit peuple israélien qui a lutté seul pour défendre son existence et déplora que l'ONU n'ait pu éviter cette guerre et ces souffrances. Il invitait instamment les Etats arabes à reconnaître le droit à l'existence d'Israël et à prêter la main à un règlement pacifique des difficultés qui subsistent. Après avoir évoqué les liens d'amitié qui la lie avec le peuple et l'Histadrut, l'Union syndicale exprimait le vœu que les négociations à venir entre Israël, les pays arabes et les grandes puissances aboutissent à une paix durable et garantissent l'existence et l'épanouissement du peuple israélien.

Une collecte fut même engagée, dont le produit était destiné à l'Histadrut, la puissante organisation syndicale d'Israël.

D'autre part, l'Union syndicale envoya une mission fraternelle en Israël qui séjourna durant trois jours seulement dans cette terre biblique.

Si bref que fut ce séjour, dont la *Correspondance syndicale* a résumé excellemment les péripéties, il a permis aux participants de faire une série d'observations fort intéressantes.

En ce qui me concerne, j'ai été particulièrement frappé par l'absence totale de toute vaine gloriole chez les vainqueurs de la très rapide meurtrière et décisive explication militaire. Il est plus difficile de gagner une paix juste et durable, nous ont dit nos interlocuteurs, dont c'était manifestement la préoccupation majeure. Cet objectif serait plus facile à atteindre, si l'affrontement des deux grandes puissances mondiales et le zèle intempestif de quelques autres ne venaient pas compliquer inutilement la situation pour des raisons de tactique et de stratégie.

L'absence de haine et même une appréciation étonnante des adversaires de la veille par les vainqueurs, constituent d'autres sujets d'étonnement. A ce propos, une comparaison entre le besoin de s'enivrer dans l'alcool de certains Occidentaux et le goût de certains autres à s'enivrer de slogans et de verbiage tentait de ramener les

discours incendiaires de quelques chefs d'Etat arabes à de moindres proportions.

Autre matière à réflexions inspirées par cette visite éclair, le contraste frappant entre les cultures intensives en Israël et le désert de l'autre côté en Syrie, qui marque la frontière naturelle mieux que les bornes absentes d'une quelconque douane. Une différence aussi grande semble se manifester d'ailleurs dans l'activité industrielle. Sur les hauteurs de la frontière syrienne, la suite impressionnante des bunkers, dont les ouvertures étaient dirigées sur les kiboutzim d'en face, offraient une curieuse compensation d'activité destructrice, malgré leur état d'abandon. De même l'interminable cimetière des chars, des canons, des tanks immenses d'origine étrangère, dont un nombre appréciable encore en bon état, les mastodontes réduits à l'état de ferraille et les villages abandonnés, témoignent de la duperie des guerres qui paient rarement. De lourds camions ramenaient les cadeaux involontaires de la Russie, de la Tchécoslovaquie ou d'autres puissances de l'Est en Israël.

Une différence sensible est à noter entre l'état d'abandon des terres syriennes parcourues et les belles oliveraies ou les jardins potagers, vus dans cette splendide contrée montagneuse aux confins de la Jordanie voisine d'Israël. Vers la fin de juillet, sans la moindre escorte militaire, la simple limousine à plaque israélienne se fraya lentement un chemin à travers les foules pressées dans les rues de Naplouse, entre des haies de curieux, dont un grand nombre assis devant leur éventaire ou la terrasse d'un lieu public.

Mais le plus grand sujet d'étonnement, c'est la puissance sans pareille de l'Histadrut, la Centrale syndicale israélienne.

Cet élément mérite considération et justifie amplement l'attitude compréhensive et amicale de l'Union syndicale envers Israël, pays de démocratie, de liberté et de progrès social dans l'intérêt du peuple entier.

### *L'œuvre de la Confédération générale du travail en Israël*

Sous ce titre, Aaron Becker, député, alors membre du comité exécutif et maintenant secrétaire général de l'Histadrut, présentait dans la *Revue internationale du travail* de mai 1960 cette toute fameuse centrale syndicale nationale qui pratique un socialisme de bon aloi, indépendant, démocratique et libre. Il nous a promis une étude plus actuelle d'une situation déjà toute différente, dans ce pays dynamique et entreprenant.

Bornons-nous donc à reprendre de l'exposé sus-mentionné quelques traits caractéristiques.

Fondée en 1920, alors que l'Etat d'Israël n'existait encore que dans l'imagination des pionniers, l'Histadrut d'une Palestine encore perdue dans l'Empire ottoman fut renforcée graduellement au cours des ans

par la foi, l'imagination et l'audace créatrice des militants. Il est évident que son développement fut accentué par la déclaration Balfour selon laquelle le Gouvernement anglais envisageait favorablement l'établissement d'un «foyer national» pour le peuple juif en Palestine, puis par la reconnaissance de la Grande-Bretagne comme puissance mandataire du Conseil de la Société des Nations en Palestine. Ce développement s'accrut de façon plus rapide encore après la victoire juive sur les Arabes en 1948, la promulgation de l'indépendance d'Israël en 1945 et surtout par la décision mémorable de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies d'accepter Israël comme Etat souverain membre de l'ONU par 37 voix contre 10 et 9 abstentions en mai 1949.

Les créateurs de l'Histadrut pensaient que la reconnaissance de la nation juive exigeait la réalisation de profondes réformes économiques et sociales. La pyramide professionnelle du peuple juif était alors déséquilibrée: lourde au sommet, il lui manquait le fond large et solide des travailleurs manuels, surtout agricoles. C'est pourquoi la formation et la réadaptation professionnelles constituèrent les premières préoccupations. Au lieu d'évoluer dans le cadre d'une économie établie, où son rôle se serait borné à l'amélioration des conditions de travail, la centrale syndicale a non seulement contribué pour une large part à l'édification d'une économie capable d'assurer la subsistance et l'élévation des niveaux de vie aux travailleurs, elle a aussi créé une classe ouvrière qu'elle s'est efforcée avec succès de grouper en son sein.

L'objectif était alors d'encourager la colonisation agricole en organisant des villages coopératifs, de former les immigrants aux travaux manuels, de créer des entreprises afin de multiplier les emplois, sans négliger l'amélioration des conditions de vie et de travail.

L'Histadrut déploie donc son activité dans trois secteurs distincts: L'économie, les assurances sociales et le syndicalisme. C'est une organisation fortement centralisée, mais soucieuse de sauvegarder l'exercice de la démocratie et d'assurer une participation effective de tous ses membres par l'intermédiaire des syndicats professionnels nationaux et locaux.

L'édification économique englobe dans un ensemble harmonieux l'initiative privée, la coopération aux trois formes essentielles: le village communautaire, la colonie coopérative des petits exploitants et la colonie collective des petits exploitants. Plus d'un tiers de la population est desservie par les magasins coopératifs, associés aux colonies agricoles. Notons que la plus grande partie des transports routiers est assurée par des coopératives et l'on aura une vue approximative de la puissance économique de l'Histadrut qui englobe dans son sein deux habitants sur trois. Comme le capital privé hésitait à investir des fonds dans les industries de base, l'Histadrut suppléa à cette carence, fonda des compagnies de navigation, de transports aériens (c'est un représentant de l'Histadrut qui accueille les hôtes

à l'aéroport de Tel-Aviv) et même le premier service national en eau, avant que le pays n'eût obtenu son indépendance.

Tous les travailleurs, manuels et intellectuels, peuvent adhérer à l'Histadrut, à la fois producteur, assureur contre les risques sociaux et organisation syndicale revendicatrice. Ce qui crée parfois des situations embarrassantes. Les cotisations des membres variaient en 1960 entre 3 et 4,5 % de la rémunération. Avec ces sommes, les différentes caisses de chômage, de maladie (tous frais d'hospitalisation, médicaux et pharmaceutiques payés) et d'invalidité, de vieillesse, de survivants, d'éducation ouvrière et même le fonds de grève, disposent de moyens beaucoup plus étendus que les syndicats d'Europe les mieux organisés. Faisant allusion au modeste budget annuel de quelques vingt-deux millions de dollars de l'OIT, Becker me disait qu'au seul compte de la maladie, la somme dont disposait l'Histadrut pour la seule assurance maladie était beaucoup plus considérable.

Cette organisation syndicale éclectique dispose non seulement d'entreprises de production et d'un réseau très vaste et fort varié d'institutions coopératives mais entretient des hôpitaux et des centres de recherche de tous genres qui laissent rêveur le militant étranger.

En ce qui concerne l'éducation ouvrière et les réalisations syndicales, les réussites sont aussi éclatantes.

De même, les apports de l'Histadrut à la coopération technique sont d'une telle valeur pratique qu'on s'étonne que les Etats arabes voisins la dédaignent, alors qu'ils pourraient en tirer un utile profit dans l'intérêt du peuple qui ne nage pas dans l'opulence.

### *Problèmes des réfugiés*

Afin d'assurer le droit à l'existence d'Israël, de son peuple valeureux et de l'extraordinaire expérience sociale qui se déroule en ce pays, on ne saurait verser dans l'antiarabisme négatif, ni négliger toutes les difficultés qui résultent pour les Etats arabes, en partie du moins, de la croissance constante du peuple juif sur la terre promise et dont les malices de l'histoire, ses propres erreurs peut-être, l'avaient chassé.

Car l'exode, après l'avènement du christianisme, laissa le champ libre aux Arabes dont les générations se sont succédées en Palestine depuis trois millénaires. Il serait trop facile d'éluder cet aspect dramatique de la question. N'empêche que le retour des Juifs en Palestine a conduit, sinon entraîné un mouvement d'émigration des Arabes, favorisé encore par deux guerres fratricides en l'espace d'une vingtaine d'années.

Même si les Etats arabes n'ont probablement pas tout mis en œuvre pour intégrer les quelque 300 000 réfugiés enregistrés auprès de l'Office des Nations Unies, avant les événements de juin dernier, ou même si les plus acharnés à vouloir la destruction d'Israël entre-

tinrent de façon délibérée cette effroyable misère et cette sourde rancœur dans des buts spéculatifs sur lesquels il n'est pas besoin d'insister, le devoir de toutes les parties en cause est de chercher une solution à ce problème lancinant.

Les autorités d'Israël accordent à cet aspect de la question l'attention qu'il mérite. Elles se sont déclarées prêtes à faciliter le retour des réfugiés arabes. Mais il est évident que le coût de l'opération dépasse les moyens d'une si petite nation. Il faut obtenir l'appui des Etats arabes et des pays riches pour aider l'organisation des Nations Unies pour les réfugiés. Après un commencement d'application des accords intervenus à ce propos entre les parties, l'action a été suspendue par Israël on ne sait encore pour quelles fâcheuses raisons. Ce n'est pas évidemment un nouveau cheval de Troie qu'il s'agit d'introduire dans ce pays fort éprouvé par les guerres et l'état de tension continuelle qui les sépare. Au moment où nous écrivons cet article, de nouveaux arrangements apparaissent en perspective.

D'autres éléments sont d'ailleurs évoqués par les Etats arabes pour expliquer leur position. On ne saurait les négliger. Mais la civilisation moderne met d'autres moyens à leur disposition pour faire valoir leur droit que la menace d'extermination d'un peuple réadmis sur la terre des ancêtres par les grandes puissances et l'Organisation des Nations Unies, la mise en branle des armées et le recours à la force.

### *La solution: Une paix négociée*

Plutôt que de suivre les ultras de la Syrie et de l'Algérie de Boumédienne, les Etats arabes feraient mieux de tenir compte de l'état de fait auquel ils sont incapables de rien changer et de s'engager résolument dans la négociation d'une paix juste et durable avec Israël sans immixtion des grandes puissances étrangères davantage intéressées à leurs vues particulières qu'au règlement amiable du conflit au Proche-Orient.

Si l'on en croit le *Nouvel Observateur*, «les Arabes cherchent plus à oublier leur défaite qu'à l'expliquer». Dans le N° 141 du 26 juillet–1er août dernier, cette publication signalait un incident significatif qui se serait produit à la réunion tenue récemment à Bagdad par les syndicats arabes. «Là encore, écrivait le *Nouvel Observateur*, les représentants de Nasser ont dû reculer. Ils voulaient que les syndicats arabes ne soient plus affiliés ni à la FSM (influencée par les communistes) ni à la CISL (d'inspiration américaine). Les Syriens et les Algériens s'y sont opposés: ils ont fait accepter l'affiliation à la FSM et imposé le retrait de la CISL».

Une telle décision laisse présager encore de difficiles débats de conscience aux chefs d'Etat arabes qui prétendent sauvegarder leur indépendance nationale. La dernière expérience recommanderait en ce domaine la plus grande circonspection.

Cette fâcheuse confusion confirme le jugement d'un grand quotidien romand sur l'échec de la conférence au sommet de Khartoum où les Etats arabes se seraient révélés «aussi incapables de s'unir contre Israël que de négocier avec Israël». En effet, les trois principales décisions aboutissent à ne pas vouloir reconnaître ce pays qui par deux fois déjà déjoua les plans de liquidation savamment conçus, à ne se laisser engager dans aucune négociation et de s'en tenir de façon rigide au respect des droits des Palestiniens à leur patrie. La politique de l'autruche qui croit se protéger en plongeant la tête dans le sable!

Peut-être l'opinion très raisonnable du président Bourguiba finira-t-elle tout de même par s'imposer, à force de répétitions et de précision nouvelle. Ainsi dans le discours qu'il prononça le 23 août dernier devant la Commission administrative de l'Union générale des étudiants tunisiens, le grand chef d'Etat constatait notamment en évoquant la défaite arabe du 5 juin: «...Israël se contentait de ses frontières de 1956 et ne revendiquait ni la totalité de la ville de Jérusalem, ni la Cisjordanie, ni la moitié du canal de Suez, ni les autres territoires qu'il occupe aujourd'hui dans la presqu'île du Sinaï. Il ajoutait: «L'Etat d'Israël est reconnu autant par l'Amérique que par l'URSS. Il est membre de l'ONU et son existence n'est contestée que par les Etats arabes. Il est vain, dans ces conditions, de s'obstiner à méconnaître cette réalité. Prétendre effacer Israël de la carte du monde, c'est se condamner à un isolement quasi total. C'est une chose regrettable, injuste, mais c'est ainsi... Cette injustice remonte au jour où les Nations Unies ont créé l'Etat d'Israël au mépris de la loi morale et des principes qui sont inscrits dans sa charte.» Et le leader tunisien, après avoir conseillé aux Etats arabes de tenir compte de ces données fait observer judicieusement: «...or la politique adoptée jusqu'ici par les Arabes a abouti à faire que la sympathie de tous les peuples – même les peuples du bloc socialiste... même ceux du tiers monde – est allée... à Israël».

«Comme on fait son lit, on se couche», dit paraît-il un proverbe arabe.

L'ennui est que cette persévérance dans l'erreur contribue à rendre toujours plus difficile la tâche de ceux qui rêvent d'entente, de coopération technique et de fraternité entre tous les Etats du Proche-Orient, de paix générale dans le monde.